

Christophe Darbellay préfère le Valais

CONSEIL FÉDÉRAL Le ministre valaisan, également en campagne pour sa propre réélection à l'exécutif cantonal, a annoncé renoncer à se porter candidat pour la succession de Viola Amherd. A quelques heures de la fin du délai, Le Centre paraît incapable de proposer plusieurs candidats

GRÉGOIRE BAUR

Les favoris se retirent, les uns après les autres. Hier en fin de journée, à quelques heures du délai fixé par Le Centre à ce lundi midi, Christophe Darbellay a annoncé qu'il renonçait à se porter candidat à la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral. Après «une longue et mûre réflexion», le conseiller d'Etat valaisan a choisi de fixer sa priorité sur son canton et sa réélection au gouvernement cantonal, le 2 mars prochain.

«Il n'est pas facile de vivre avec deux cœurs dans la poitrine.» Depuis deux semaines, Christophe Darbellay réfléchissait nuit et jour. D'un côté Berne, le cœur du pouvoir politique fédéral où il a passé de nombreuses années en tant que vice-directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, président de parti et conseiller national; de l'autre le Valais, sa patrie qu'il aime par-dessus tout, son poste au Conseil d'Etat – dont il a toujours rêvé, contrairement à celui de conseiller fédéral, assure-t-il – et les nombreux chantiers qu'il a lancés depuis son entrée au gouvernement cantonal il y a 8 ans et qu'il désire mener à bien.

Fin politicien, le centrisme a fait tous les calculs possibles et imaginables. Sa présence sur le ticket final du Centre? «Quasi certaine. Si l'on m'avait éliminé de la course, c'est le parti qui se serait éliminé lui-même.» Ses chances face au conseiller national saint-gallois Markus Ritter, pour l'heure le seul candidat officiellement déclaré? «Le jeu aurait été tout à fait ouvert. C'était jouable», a-t-il glissé, précisant avoir reçu des soutiens de tous les bords politiques, y compris des partis qui ne le portent pas dans leur cœur – comprenez l'UDC.

Une seule candidature officielle?

Ses chances de devenir conseiller fédéral étaient donc réelles. Mais il ne sera pas l'un des sept Sages. «Le cœur a fait pencher la balance pour la décision finale. Et c'est en Valais qu'il bat le plus fort», a indiqué Christophe Darbellay. Et d'ajouter: «Le Valais amorce sa toute grande mue et j'ai



Christophe Darbellay (à gauche) et Claude Crittin, président du Centre Valais, lors de leur conférence de presse. (CHARRAT, 2 FÉVRIER 2025/ ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

envie d'en faire partie.» Le timing que l'on ne peut imaginer plus défavorable avec deux élections – l'une au niveau cantonal, l'autre au niveau fédéral – qui se superposeraient à également joué un rôle. Tout comme sa réalité de papa. «Mes enfants sont ma priorité et il n'est pas facile de vivre avec un père conseiller fédéral, qui n'est présent que de temps en temps.»

Avec le retrait de Christophe Darbellay, c'est un nouveau cadavre du parti et favori à la succession de Viola Amherd qui fait défection, après que le conseiller national grison Martin Candinas, la conseillère aux Etats lucernoise Andrea Gmür-Schönenberger ou encore le président démissionnaire du parti Gerhard Pfister ont tous renoncé. «La situation est très difficile pour le parti», reconnaît Christophe Darbellay. A quelques heures du délai de dépôt des candidatures, Le Centre ne semble pas en mesure de trouver des perles rares souhaitant le représenter au sein du collège gouvernemental. Markus Ritter sera-t-il le seul ce lundi midi? «La

stratégie à un seul candidat serait risquée, souligne Christophe Darbellay. Ce serait la porte ouverte à un jeu qui peu mal tourner.»

«Il n'est pas facile de vivre avec deux cœurs dans la poitrine»

CHRISTOPHE DARBELLAY

Et le ministre valaisan ne croit pas si bien dire. Au fur et à mesure que les renoncements s'accumulent, les autres partis s'agacent. Ce week-end dans les médias de CH Media, le conseiller national socialiste vaudois Roger Nordmann a verbalisé ce mécontentement. «Une candidature unique n'est pas acceptable pour nous», a-t-il insisté. La présidente des Vert-e-s suisses, Lisa Mazzone, attend aussi du Centre qu'il propose un ticket comprenant plusieurs noms, dont celui

d'une femme, selon *Blick*, alors que du côté du PLR, le chef de groupe aux Chambres fédérales, Damien Cottier, demande «un choix de candidats qualifiés», faute de quoi son parti pourrait réfléchir à d'éventuelles alternatives. Cela passerait-il par l'élection d'un candidat non officiel?

Si Le Centre devait ne présenter qu'un seul candidat, Roger Nordmann estime en tout cas que son parti serait libre d'élire quelqu'un d'autre que le candidat proposé par le parti. Et même un candidat issu d'une autre formation politique, en l'occurrence les Vert'libéraux, le nom de la conseillère aux Etats zurichoise Tiana Angelina Moser commençant à circuler. Une éventualité que Jürg Grossen, le président des Vert'libéraux suisses, balaie d'un revers de main, estimant qu'il est «incontestable que ce siège appartient au Centre». Mais une ombre plane sur Le Centre suisse. Une candidature de dernière minute viendra-t-elle la dissiper, ce lundi matin? Le Centre tessinois a en tous les cas convoqué la presse ce lundi, à la mi-journée. ■

Des Fribourgeois se battent pour sauver leurs vieux trams

PATRIMOINE Le Club du tramway de Fribourg est à la recherche de locaux permettant d'éviter à leurs pièces, dont certaines remontent au XIXe siècle, de finir à la ferraille

ATS

Le Club du tramway de Fribourg (CTF-Fritram) lance un appel à l'aide pour sauvegarder un patrimoine incluant cinq véhicules historiques, à savoir deux trams et trois bus. Ces objets constituent des témoins de l'histoire des transports publics du chef-lieu cantonal.

L'appel est lié à la démolition prochaine d'une halle industrielle des Transports publics fribourgeois (TPF) abritant ces précieux véhicules centenaires à Givisiez. Sans solution d'ici à la fin du mois de mars prochain, ces derniers pourraient bien être liquidés et finir à la casse, a fait savoir l'association il y a quelques jours.

Parmi eux, figure le premier tram ayant circulé dans les rues de Fribourg dès 1897, amoureusement conservé jusqu'à nos jours par des passionnés d'histoire des transports. Le CTF-Fritram en est le propriétaire ainsi que de quatre autres témoins, soit un tram de 1912 et trois bus, dont le plus ancien a été mis en service en 1965.

Trop cher

Cette année-là correspond à la suppression de la ligne de tramway à Fribourg. Malgré les efforts des TPF, il n'a pas été possible de dénicher un point de chute adéquat et, surtout, financiable via les petits moyens à disposition de l'association. Celle-ci est à la recherche d'une surface couverte d'environ 250 à 300 mètres carrés.

De quoi stocker cinq véhicules longs de 8 à 18 mètres pour 2,5 mètres de large, ainsi que 60 plaques de pièces détachées. Pour l'heure, quelques pistes sont ouvertes, mais elles se révèlent pour le moment hors de portée financièrement. L'appel a déjà été relayé par des médias fribourgeois, dont *La Liberté* et *Frapp.ch*.

Si le pire devait advenir ces prochaines semaines, l'événement constituerait «une perte irréversible pour l'histoire des transports régionaux», déplore le communiqué du club. Pour rappel, le site actuel de Givisiez doit faire la place en disparaissant à la construction d'un nouveau cycle d'orientation (CO).

Afin de mettre en valeur sa collection, le CTF-Fritram réfléchit depuis 2019 à un projet de création d'une ligne historique sur le plateau de Pérolles. L'idée serait d'exploiter un tronçon de 500 mètres le long de l'ancienne voie ferrée industrielle qui reliait autrefois le quartier de Pérolles à la gare de Fribourg.

Il s'agirait également d'édifier une remise permettant d'installer la collection à l'abri. Le projet est pour l'heure en pause, au vu de l'urgence du moment. Outre les trams numéros 1 et 9 actuellement stockés à Givisiez, l'association pourrait alors rapatrier deux autres véhicules historiques ayant circulé à Fribourg.

Le tram numéro 5, datant de 1900, se trouve pour l'heure en prêt en France, dans la région de Lille, auprès de l'association du Musée international des transports métropolitains (Amitram), rappelle *La Liberté*. Quant au numéro 7 (1904), il figure dans la collection du Chemin de fer-musée Blonay-Chamby, dans le canton de Vaud. ■

Des pirates s'en prennent à la presse de Winterthour

CYBERATTAQUE Une radio et une chaîne de télé sont dans l'impossibilité de diffuser depuis hier

ATS

La radio et la chaîne télévisée du groupe TOP à Winterthour sont à l'arrêt après avoir été piratées ce week-end. Les diffusions en direct n'étaient plus possibles hier en milieu de journée. Le groupe avait déjà été touché par une cyberattaque en mai.

Radio Top et Tele Top ont été victimes d'une cyberattaque via un cheval de Troie de cryptage samedi peu après 22h, indiquait le groupe de médias sur son site internet hier.

Si les systèmes continuent de fonctionner en surface, aucune diffusion en direct n'était possible dimanche en milieu de journée. La webradio, les vidéos à la demande dans l'application mobile du groupe et les contenus du site internet Toponline.ch étaient aussi indisponibles. Le serveur de la messagerie a également été touché. ■

Trente appartements et une garderie grâce à la générosité d'une paroissienne

VAUD Un complexe immobilier, destiné à répondre aux besoins des habitants de la commune d'Ecublens, a été construit par la paroisse réformée de la ville grâce à un legs

LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

La générosité d'une paroissienne fait le bonheur de la commune d'Ecublens et de l'Ouest lausannois. A la faveur du legs d'Annette Perrotet, membre de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) décédée en 2007, la paroisse d'Ecublens-Saint-Sulpice est en passe d'ouvrir un complexe immobilier d'envergure, qui compte 30 appartements, un Centre de vie enfantine (CVE) et un espace paroissial.

Le projet Bassenges, tout juste sorti de terre, est le fruit d'un long processus de concertation, présente Vincent Guyaz, président de l'EERV et ancien pasteur de la paroisse: «Cette paroissienne a fait don d'une vieille ferme et d'un terrain avec la volonté suivante: ses biens devaient accueillir un foyer paroissial. La paroisse étant déjà bien dotée en infrastructures, il nous revenait d'interpréter ce vœu à bon escient.»

Le conseil de paroisse, actuellement présidé par Nicole Livet, a «débatu pendant une dizaine d'années avant de décider de démolir la ferme et d'y construire un bâtiment multifonctionnel répondant aux besoins de la population locale». Un choix audacieux, souligne Vincent Guyaz, qui rappelle que «la paroisse a pris un risque en engageant des travaux d'un coût total de 13 millions de francs».

Le projet aurait d'ailleurs bien pu ne pas voir le jour. «Au moment d'emprunter en 2021, les fonds propres ne suffisaient pas, raconte Nicole Livet. C'est alors qu'un autre legs providentiel a débloqué la situation.» Le testament d'un autre paroissien, fils d'un industriel allemand, informait d'un don de 1,4 million de francs.

Proposant «des loyers abordables», ce complexe se veut un «service rendu par l'Eglise à la société», renseigne Vincent Guyaz. Cependant, le CVE sera «totalement laïc», précise la municipale Sylvie Pittet Blanchette. Chargée du Service de la culture, de la jeunesse, des sports, de l'intégration et des Eglises, la politicienne, qui fréquente la paroisse réformée, est membre du comité de l'association qui chapeaute

la crèche. Elle se félicite que la garderie soit publique et ait rejoint l'Association pour l'accueil de jour des enfants du Sud-ouest lausannois (Ajesol). «A l'ouverture prévue pour cet été, 44 places viendront donc s'ajouter aux 244 que compte ce réseau.»

Dimension spirituelle

Catherine Novet, diacre et présidente du comité, se réjouit d'«offrir un soutien réel aux parents» et indique que l'équipe sera composée d'éducateurs et d'une secrétaire comptable, «qui doivent prendre leurs fonctions en juillet. Un directeur a déjà été engagé».

Selon les dernières volontés de la légataire, le lieu conservera toutefois une dimension spirituelle, notamment grâce à l'engagement de la jeune pasteur Marie Ineichen, chargée d'animer les espaces paroissiaux. Vincent Guyaz précise que «deux studios sont réservés à des jeunes, par exemple des étudiants en théologie, qui pourront prêter main-forte à la pasteur sur certaines activités».

Concernant la surface habitable, la majorité des appartements, disponibles dès le mois de mars, a déjà été réservée. Six lots restent à attribuer. ■